

Le 1^{er} janvier 1999, premier acte de la monnaie unique

Rêves et grèves en Grèce

Elle souhaite participer vite à la monnaie unique. Mais les efforts sont durs.

Athènes envoyée spéciale

Journée de chaos hier à Athènes. Pour la deuxième fois en six jours, les transports publics étaient en grève contre les plans d'assainissement financier présentés par le gouvernement. Droit dans ses bottes, le Premier ministre, Costas Simitis, se dit décidé à ne pas faire marche arrière: la Grèce doit faire partie de l'Union économique et monétaire, et «les salariés des entreprises publiques doivent comprendre que ce qui est bon pour le pays est également bon pour eux». Mais la course grecque à l'euro entre, en ce début d'année, dans une zone de fortes turbulences. La Grèce est la seule des Quinze à vouloir, mais à ne pas pouvoir, faire partie du club euro dès le 1^{er} janvier 1999. Les trois autres pays out-la Grande-Bretagne, la Suède et le Danemark—ont, eux, refusé l'invitation. «Longtemps, les Grecs se sont moqués d'être les derniers de la classe. On se disait qu'après tout on s'amuserait plus ici que chez vous.

Mais plus l'échéance de la monnaie unique approche, plus on se sent mal dehors», dit Babis Papadimitriou, journaliste à l'hebdomadaire *To Vima*. Dans les sondages, deux Grecs sur trois se disent pour l'euro, un des plus hauts scores d'Europe, après l'Italie et le Luxembourg. Costas Simitis, le nouveau Premier ministre socialiste, a fait du respect des critères de Maastricht l'alpha et l'oméga de sa politique, depuis qu'il a remplacé le vieil Andréas Papandréou à la tête du gouvernement, en janvier 1996. «Moderniser» et «converger» sont les deux obsessions de ce rénovateur du Pasok. Et dans ce pays épidémiquement nationaliste, il s'efforce aussi de vendre le rattrapage du train de l'euro comme le seul moyen pour la Grèce «d'avoir une voix sur la scène européenne et de défendre sur un pied d'égalité ses questions nationales».

Faute d'être admis dans le wagon de tête, Simitis pousse les feux pour se raccrocher le 1^{er} janvier 2001 au convoi des onze probables pays fondateurs de la monnaie unique. Malgré sa frêle allure de greffier appliqué, il tient bon face aux grèves, qui n'ont pas fait dérailler sa trajectoire. Au ministère de l'Économie, Yannis Stournaras, jeune et brillant conseiller auréolé de son doctorat d'Oxford, constate la fin de l'ostracisme: «En 1993, quand j'exposais notre politique au comité monétaire de l'Ecfin, mon homologue allemand faisait des moulinets ironiques de la main, pour signifier qu'il ne croyait pas un mot de ce qu'il avait entendu. Aujourd'hui, on m'écoute avec attention.»

Un travail de titan. De même que l'Italie a bluffé ses voisins par son fulgurant effort de rattrapage, la Grèce pourra-t-elle qualifier en seulement trois ans? Au dernier relevé des compteurs, elle ne remplit aucun des critères de Maastricht, mais elle vient de tellement loin que ses progrès sont sincèrement salués à Bruxelles. L'inflation, de 20% en 1990, est tombée à 4,7% aujourd'hui, le déficit budgétaire, égal à 16% du PIB au début de la décennie, a presque été divisé par quatre l'an dernier! L'année 1998 sera cruciale pour Simitis. Son projet de budget est beaucoup plus dur que le précédent et a, hier encore, fait descendre dans la rue des milliers d'employés du secteur public. «Le moment de vérité approche. Car le prochain pas du gouvernement implique des réformes structurelles, dont les principales victimes seront les électeurs du Pasok», observe le professeur Lukas Tsoukalis, spécialiste des questions européennes. Après le ravalement de façade des grands indicateurs macro-



Hier à Athènes, un manifestant devant des policiers. Des milliers d'employés du secteur public ont défilé contre le projet de budget.

économiques, il y a toute la plomberie à refaire... **Restructurer le secteur public.** Au risque d'un effondrement de sa cote de popularité, le Premier ministre grec va devoir entrer dans le vif du sujet: la restructuration du secteur public, qui pèse pour encore 60% dans l'économie nationale et emploie 700 000 personnes dans une bureaucratie hautement inefficace et un cortège de sociétés d'Etat aussi endettées que déficitaires, à commencer par Olympic

«Le prochain pas du gouvernement implique des réformes structurelles, dont les principales victimes seront les électeurs du Pasok.» Un spécialiste des questions européennes

Airways, menacée de fermeture pure et simple si les syndicats continuent à bloquer les réformes. Signe des temps qui changent, le gouvernement a sorti la cravache: les PDG seront désormais soumis à des obligations de résultats, l'emploi à vie n'est plus un tabou et l'Etat voudrait soustraire certaines grilles de salaires à la négociation collective. Bien que contrôlée par le Pasok, la puissante confédération syndicale GSEE a commencé à se cabrer. Pourtant, au siège du patronat, on piaffe parce que ce grand ménage ne va pas assez vite.

Fin 1997, la Fédération des industries grecques a commencé à diffuser 4 000 exemplaires—en grec—du guide de pratique de l'euro rédigé par l'Association pour l'union monétaire de l'Europe (Aume). «85% de nos affiliés ne voient que des conséquences positives à l'euro et pensent qu'il faut faire tous les efforts possibles pour y

adhérer le plus vite possible, affirme Antonis Tortopidis, au département des recherches. Dès 1999, les entreprises de la zone euro n'auront plus de coûts de change. Nous, oui.» Pour compenser ce «désavantage compétitif», les sociétés grecques appelées à avoir des recettes en euros aimeraient bien être autorisées à payer aussi leurs impôts à l'Etat avec la nouvelle devise européenne. Requête sans doute irréaliste, selon un juriste de l'Association des banques helléniques, puisque la comptabilité nationale restera forcément en drachmes jusqu'au jour où le pays pourra enfin basculer dans la troisième phase de l'UEM. En attendant, les patrons dénoncent les privatisations qui traitent, l'explosion des recettes fiscales préférée à la réduction des dépenses publiques, les hausses de salaires toujours généreuses dans le secteur d'Etat.

Pouvoir d'achat en hausse. Yannis Stournaras, le conseiller numéro 1 du ministre de l'Économie, le reconnaît: «C'est vrai, ce n'est pas une politique d'austérité. Parlons plutôt d'un programme de stabilisation macroéconomique axé sur la croissance et la politique sociale.» Les socialistes se targuent que, depuis 1993, le pouvoir d'achat réel ait crû de deux points tous les ans, «et même de quatre points en 1997, la plus forte hausse de l'UE!», plastronne Stournaras. Malgré la hausse de la pression fiscale, qui frappe plus les salariés que les artisans, commerçants et professions libérales, malgré la hantise de voir le chômage enfler aux niveaux atteints en France ou en Allemagne, «il n'y a pas ici de phénomène de paupérisation massive»,

note le sociologue Takis Kafetzis. La douleur de l'euro reste supportable sous ces cieux méditerranéens. Car la Grèce conserve ses amortisseurs spécifiques: une puissante solidarité familiale, une économie au noir qui pèse encore plus de 30% du PIB et, last but not least, la manne des aides communautaires qui aura déversé 17,5 milliards d'écus sur le pays entre 1994 et 1999 (et probablement encore autant entre 2000 et 2006). La nouveauté, ajoute Kafetzis, «c'est qu'après des décennies de relation à sens unique les Grecs admettent aujourd'hui que l'appartenance à l'Europe exige aussi des efforts en retour». Des efforts qui sont peut-être demain plus douloureux...
NATHALIE DUBOIS

Pas encore dans les critères

La Grèce a fini 1997 avec un déficit budgétaire égal à 4,2% du PIB (au lieu des 3% imposés par le traité de Maastricht), mais compte le ramener à 2,4% dès 1998. L'inflation s'est établie en moyenne à 5,6% l'an dernier, alors que les critères voudraient qu'elle n'ait pas dépassé 2,8%. Le gouvernement espère la réduire à 3,7% cette année. La dette publique, dont Maastricht fixe le plafond à 60% du PIB, s'établissait à 108,5% fin 1997 et doit tomber à environ 106% en 1998. Les taux d'intérêt à long terme dépassent 10%, supérieurs de près de 4 points (au lieu d'un écart toléré de 2 points) à la moyenne des trois meilleurs pays. La drachme, non-membre du Système monétaire européen, a réussi ces trois dernières années à rester stable face aux autres devises, moyennant une politique de taux d'intérêt très élevés. Le taux de chômage, monté de 8,6% en 1993 à 9,5% en 1997, doit redescendre à 9,3% cette année.

Όνειρα κ' ανερπίτες στον Effa'δω

- Αφείρα τ'άους οχθές για την Αθήνα.

Για δεύτερη φορά μέσα σ' έφ. ημέρες τα
σημεία μέσα μετ' αγοράς αυθόρμητου εφ'αυτός
για οχθές ομιλονομικός εφ'αυτός του

απονοιάσε η κυβέρνηση. Ταδερός ους

δέσους του ο κ.2 ζήσεται ουε δευ ναύει

βρίτ'α ωρος γα ώσω.

- Η Effa'δω είναι η κόμ'α από τας 15 κμ τας

εε του δείζει εφ'α' δευ κωσπί 12 γίνει κέφος
του club του ευρο του Ιανουάριου του 1988.

Οι εφ'α' τ'ές τ'έρες Μετ. Βρετανία, Λουηδία,
Ανία αρήθησαν οι ίδιες τας ηρόεβφουση.

- "Ευομφοροιστός" κ' "δύψυφου", είναι οι
έφ'α' οές ιδέες του ανανωτί του ηΑΣΟΚ κ' ο'αυτί
του ευομφοροιστός εδρνωσάνη τ'έρα ποσσηδύ
τα ποσσηδύ τ'ο τ'αυτός τας ΟΑΕ, ους τ'ο
κ'ο'ο κ'έσο, ηροκείμενόν να έζει η Effa'δω
γυμή ους ευρωσέτ'η σκηνή κ' για να υοερα-
βωσσηδύ' ισότ'η τα εδρνωσάνη τας δέψαγα.